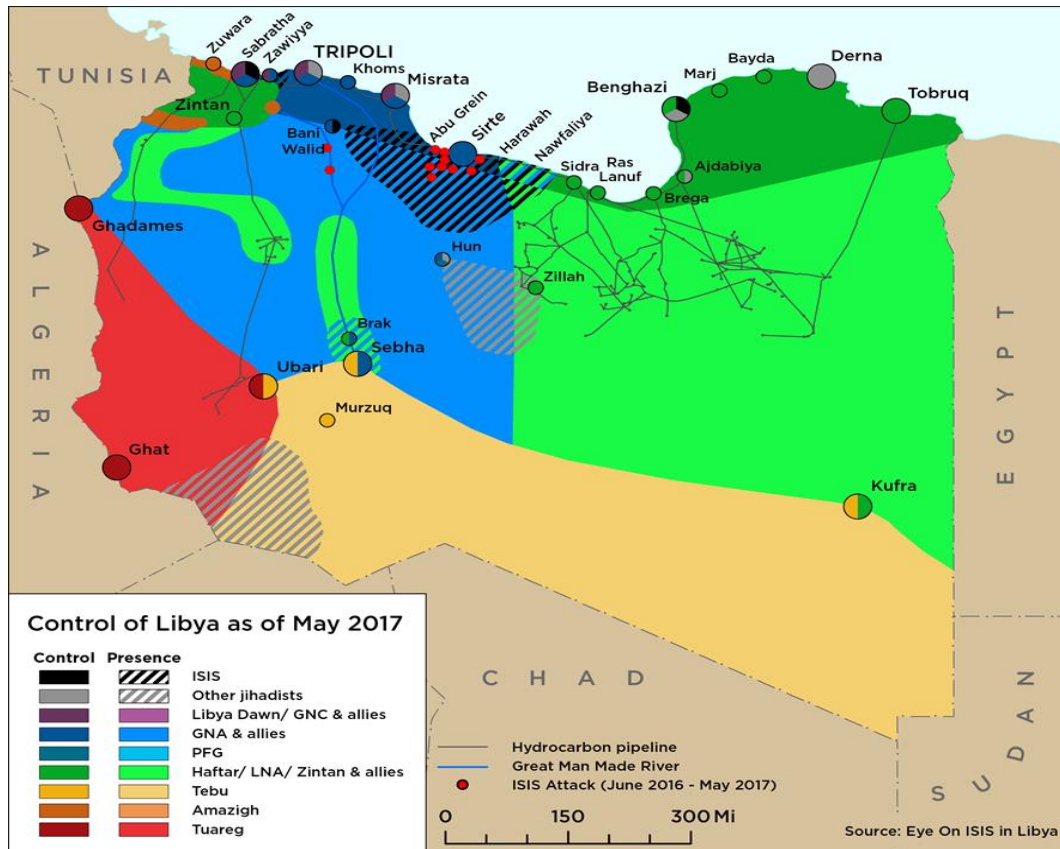


Les principaux acteurs de la crise libyenne (deuxième partie) :

Les groupes armés



Depuis la chute du régime de Mouammar El Kadhafi en 2011, des groupes armés en tout genre ont envahi la scène libyenne. En raison des jeux d'alliance qui se font et se défont selon la motivation et les intérêts des uns et des autres, suivre leur évolution n'est pas chose aisée. Certains groupes se distinguent par leur force de frappe, d'autres par leur position stratégique, ou encore par leur ethnie ou leur idéologie.

Comment cerner des alliances que l'on peut qualifier de ponctuelles, qui se forment selon les besoins du moment, quitte à pactiser (temporairement) avec l'ennemi ? À qui profite le maintien d'une situation anarchique ?

Le document suivant se donne pour but de présenter les groupes armés les plus influents dans la crise libyenne, en faisant la lumière sur leurs principales caractéristiques, et l'influence qu'ils peuvent avoir sur l'avenir de la Libye.

NOTE DE L'ÉDITEUR : Ce document fait partie d'une série d'analyses portant sur les acteurs principaux de la crise libyenne. La première partie traitait des questions géopolitiques de la crise.

La milice de Misrata : une force trop indépendante

La milice de Misrata est basée à 200 km à l'est de la ville de Tripoli. Elle regroupe plusieurs bataillons armés dirigés par une quarantaine d'officiers de l'armée régulière, et bénéficie de leur expérience dans l'organisation des troupes et des combats. Cette milice est loyale envers le Gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayed Al Sarraj. Le GNA a été formé en janvier 2016, et a pour objectif principal de rassembler les factions rivales dans le cadre de l'accord de Skhirat signé en décembre 2015 au Maroc. Il est également soutenu par l'ONU. Si le GNA ne se revendique d'aucun courant politique, les milices armées à l'idéologie islamiste l'influencent dans ce sens, notamment la milice RADA¹. Cette dernière soutient Fayed Al Sarraj dans son combat contre l'État islamique et l'aide dans la reprise du contrôle de sites stratégiques à travers le pays, tels que les sites pétroliers et les bases militaires.

C'est dans ce contexte qu'en décembre 2016 la milice de Misrata, avec l'aide des forces alliées américaines, a chassé l'État islamique de Syrte². Mais l'éradication de l'État islamique est loin d'être terminée ; le vide sécuritaire semble prouver que la Libye reste la base arrière préférée de l'État islamique. Dès lors, la milice de Misrata doit rester sur ses gardes.

Aujourd'hui le combat se concentre dans la région du Fezzan au sud du pays, où des affrontements réguliers voient s'opposer milices et tribus pour le contrôle des différents trafics. Néanmoins, c'est le contrôle de la base de Brak Al-Shati³ qui est au cœur des heurts locaux.

Située à 650 km au sud de Tripoli (dans la région du Fezzan), la base aérienne de la ville de Brak Al-Shati était sous l'autorité des troupes du général Haftar. Le 21 mai 2017, « la Troisième Force » qui est l'un des groupes armés de la milice de Misrata, a mené une attaque contre la base aérienne de Brak Al-Shati, causant ainsi des pertes considérables dans les rangs de l'armée de Haftar mais aussi parmi les civils. Le GNA a nié avoir ordonné cette offensive, sachant que cette attaque mettrait en péril l'accord de trêve conclu à Abou Dhabi⁴ quelques semaines plus tôt. Dans sa quête de pouvoir et du contrôle de la région du Fezzan, la « Troisième Force » confirme l'idée que les milices sont pleinement indépendantes, et n'agissent que dans leurs propres intérêts. Elles représentent de ce fait un obstacle pour le retour de la paix en Libye.

La Garde nationale libyenne (GNL) : le dernier recours de Khalifa Ghweil

Le 9 février 2017, le chef de Brigade Mahmoud Al-Zaqel a annoncé la création de la Garde nationale libyenne⁵, tout en niant son appartenance à un mouvement politique. Pourtant, les différentes opérations auxquelles elle participe confortent l'idée selon laquelle elle est le service de sécurité du Gouvernement de salut national de Khalifa Ghweil.

La GNL s'est donné pour mission de combattre l'État islamique sur tout le territoire libyen jusqu'à son éradication. C'est dans cette perspective que les combattants de la GNL ont participé à la bataille de Syrte. La GNL combat aujourd'hui dans le sud auprès des Touaregs contre les forces de Haftar et contre les Toubous pour le contrôle des différentes bases militaires de la région, notamment celle de Brak Al-Shati.

¹ Assemblée Nationale, « rapport d'information sur la Libye ». Disponible en ligne sur <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-info/i3259.pdf> (consulté le 04/07/2017)

² Atlantic Council, « the origins and evolution of ISIS in Libya ». Disponible en ligne sur <http://www.acharicenter.org/the-origins-and-evolution-of-isis-in-libya-es-ar/> (consulté le 28/06/2017)

³ La Tribune Afrique, « En Libye, tout le monde est perdant après l'attaque de Brak al-Shati ». Disponible en ligne sur <http://afrique.latribune.fr/politique/2017-05-25/raouf-farah-en-libye-tout-le-monde-est-perdant-apres-l-attaque-de-brak-al-shati-721879.html> (consulté le 28/06/2017)

⁴ Les deux principaux protagonistes de la crise libyenne Al Sarraj et Haftar se sont rencontrés « à huis clos » le 2 mai 2017 à Abu Dhabi aux Émirats arabes unis, dans l'espoir de trouver une sortie à l'impasse politique et sécuritaire dans le pays. Le principal point qui en est sorti est l'organisation éventuelle d'une élection présidentielle début 2018.

⁵ The Libya Observer, « Libyan National Guard joins war on Haftar's forces in south Libya ». Disponible en ligne sur <https://www.libyaobserver.ly/news/libyan-national-guard-joins-war-haftars-forces-south-libya> (consulté le 27/06/2017)

L'Armée nationale libyenne (ANL) dirigée par Haftar : un front anti-djihadiste

L'Armée nationale libyenne (ANL) est basée à Benghazi. Elle est sous le commandement du Général Khalifa Haftar. L'ANL est soutenue par diverses unités, notamment les forces spéciales Al-Saiqa, qui ont déclaré leur soutien au Général Haftar à l'annonce de l'opération « Dignité » le 16 mai 2014. Cette opération, dirigée contre les islamistes, a débuté à Benghazi contre les milices rattachées aux divers courants de l'islam politique. Le général Haftar bénéficie également du soutien de la milice de Zintan et de la communauté Toubou (voir paragraphes ci-après).

L'ANL mène diverses opérations sur l'ensemble du territoire libyen, elle a réussi à réduire l'influence de l'État islamique à Derna puis à Benghazi, mais, une résistance farouche fait barrage à son avancée sur Tripoli. Pour les islamistes et les combattants de la milice de Misrata, la lutte contre Haftar et son armée est primordiale pour la survie de la cause révolutionnaire. En effet, le mode de gouvernance d'Haftar présente des similitudes avec celui de Mouammar El Kadhafi, parce qu'il use de la force pour opprimer ceux qui ne s'accordent pas avec lui et qu'il est peu réceptif à la diplomatie.

Depuis le mois de mai, Haftar essuie des pertes dans le combat pour le contrôle de la région du Fezzan, dans le sud du pays. Il a face à lui des adversaires de taille tels que la milice de Misrata, la GNL et les Touaregs. Cependant, le général Haftar a le soutien logistique et armé des Émirats arabes unis et de l'Égypte ainsi qu'un apport en renseignement et en images satellites de la part de l'armée russe⁶. Il a de toute évidence la possibilité de reprendre le contrôle de la base de Brak al-Shati, dans le Fezzan.

La milice de Zintan : une alliée sûre de Haftar dans le front ouest

Basée à l'ouest du pays, la milice de Zintan est dirigée par le colonel Ajmi Al-Atiri. Qualifiée comme anti-islamiste et alliée au général Haftar, la milice se présente comme un rempart face aux fondamentalistes et aux frères musulmans. Elle apporte son soutien dans l'opération « Dignité ». De plus, la milice est responsable des centres pénitentiaires de la ville de Zintan. C'est cette même milice qui détenait Saif Al Islam Kadhafi⁷ qui a été libéré en juin 2017. Elle compte dans ses rangs les bataillons d'Al-Qaqa et Al Sawaiq de la ville de Tripoli, également anti-islamistes⁸.

En 2014, la milice de Zintan avait bloqué le pipeline reliant le bassin de Mourzouq au terminal de Zaouïa dans le djebel Néfoussa (extrême ouest), paralysant la production et l'exportation de pétrole brut⁹. Cette action a été menée contre les Touaregs qui avaient saisi le champ pétrolier de Sharara dans le bassin de Mourzouq au sud.

La Brigade de défense de Benghazi (BDB) : capitulation face à l'ANL

⁶ Afrique, La Tribune, « En Libye, tout le monde est perdant après l'attaque de Brak al-Shati ». Disponible en ligne sur <http://afrique.latribune.fr/politique/2017-05-25/raouf-farah-en-libye-tout-le-monde-est-perdant-apres-l-attaque-de-brak-al-shati-721879.html> (consulté le 03/07/2017)

⁷ Il est le fils de Mouammar El-Kadhafi.

⁸ BBC News, « Guide to key Libyan militias ». Disponible en ligne sur <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-19744533> (consulté le 23/06/2017)

⁹ Le Monde Afrique, « En Libye, l'incessante bataille du pétrole ». Disponible en ligne sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/26/en-libye-l-incessante-bataille-du-petrole_5003585_3212.html (consulté le 29/06/2017)

La Brigade de défense de Benghazi s'est constituée en juin 2016 à Al Jofra, ville du sud de la Libye. Elle se compose de plusieurs groupes extrémistes jihadistes ; cette coalition avait fait suite à l'appel au jihad du mufti Al Sadek el Gharyani¹⁰, après les frappes françaises du 23 juillet 2016 contre des cibles de la BDB. Pour mener son combat, la BDB peut compter sur le soutien du Qatar, grâce à Ali Sallabi qui est le principal convoyeur d'armes qatariennes à la révolte des milices libyennes depuis 2011¹¹. Les principaux groupes qui forment la BDB sont les Conseils de la Choura de Benghazi, d'Ajdabya et de Derna :

Conseil de la Choura Révolutionnaire de Benghazi : à l'idéologie islamiste, le Conseil de la Choura de Benghazi est basé à l'est¹². Il mène ses activités principalement dans les quartiers de Souk El-Hout et El-Sabri. Jalal Makhzoum était le chef de ce groupe, jusqu'à son élimination par l'ANL le 18 mars 2017. Le CCB comprend différentes factions (révolutionnaires, islamistes) et lutte aux côtés de l'État islamique contre les forces de Haftar.

Conseil de la Choura Révolutionnaire d'Ajdabya : basé au sud-ouest de Benghazi, il est dirigé par Mouhamed al-Zawi. En janvier 2016, il prête allégeance à l'EI, et se donne pour mission de combattre l'ANL.

Conseil de la Choura de Derna : formé en 2014, il siège à 170 km à l'ouest de Tobrouk. À la différence du Conseil de Benghazi et d'Ajdabya, le Conseil de Derna a prêté allégeance à Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI).

Jusqu'au 4 mars 2017, la BDB détenait les sites pétroliers de Rase Lanouf et Sidra dans le Golf de Syrte, mais quelques jours plus tard, Haftar et son armée ont repris ces mêmes sites et ainsi porté un coup dur aux combattants du Conseil.

Ansar Al Charia (dissolu) : ce groupe djihadiste a vu le jour après la chute du régime Kadhafi. Il était composé d'anciens rebelles qui ont combattu les forces loyalistes durant la révolution libyenne en 2011, et faisait partie de la BDB. Islamiste et radical, Ansar Al-Charia était proche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Pendant longtemps, le groupe a tenté d'instaurer la charia dans la ville de Benghazi, sans succès.

Le 27 mai 2017, Ansar Al Charia a annoncé sa dissolution, admettant avoir été affaibli par la guerre contre les forces du général Khalifa Haftar¹³. Mais si Ansar Al Charia n'existe plus, il est fort probable que ses combattants aient intégré d'autres groupes armés, notamment ceux qui composent la BDB.

Cependant, le 23 juin 2017, la BDB a annoncé dans un communiqué, qu'affaiblie, elle était prête à rendre les armes et à intégrer une armée officielle et légitime¹⁴. C'est là l'occasion pour le chef du GNA Fayez Al-Sarraj de gagner du terrain et de s'affirmer auprès de la population de Benghazi. Mais l'affaiblissement de la BDB semble avoir profité au Général Haftar, qui vient d'annoncer, le 5 juillet 2017, la libération « totale » de la ville de Benghazi.

L'État islamique : des difficultés à s'implanter sur le terrain

L'État islamique s'est d'abord installé à Derna en 2015 d'où il fut chassé par la suite. Parallèlement, il a commencé à consolider sa présence à Syrte, en tentant d'imposer un système de gouvernance mettant en place des exécutions publiques pour instaurer la peur. En 2016, la coalition de Bunyan Al-Marsous (BAM) lui déclare la guerre et reprend la ville de Syrte. Il est probable aujourd'hui que des cellules dormantes existent un peu partout

¹⁰El Gharyani, qui n'est affilié à aucun groupe en particulier, représente un guide spirituel pour les islamistes djihadistes. En octobre 2014 il est interdit de séjour au Royaume Uni et trouve refuge au Qatar avant de s'installer en Turquie.

¹¹Ikhwan info, « Qui sont les Brigades de défense de Benghazi qui menacent la France ». Disponible en ligne sur <http://www.ikhwan.whoswho/blog/archives/10816> (consulté le 29/06/2017)

¹²Libération, « Réunion de Vienne : comment raccommoder la Libye ? ». Disponible en ligne sur http://www.liberation.fr/planete/2016/05/16/reunion-de-vienne-comment-raccommoder-la-libye_1452779 (consulté le 23/06/2017)

¹³Le Monde Proche-Orient, « Libye : l'organisation terroriste Ansar Al-Charia annonce sa dissolution ». Disponible en ligne sur http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/05/28/libye-l-organisation-terroriste-ansar-al-charia-annonce-sa-dissolution_5134918_3218.html (consulté le 26/06/2017)

¹⁴Libyaschannel, « Saraya eddifaa an Benghazi touakid istidadaha lihali nafsaha » (les Brigades de défense de Benghazi confirment qu'elles seraient prêtes à se dissoudre). Disponible en ligne sur <https://libyaschannel.com> (consulté le 23/06/2017)

sur le territoire libyen au nord comme au sud ; en effet l'État islamique s'était également installé dans la ville de Fezzan dans le sud-ouest.

Pour se financer, l'État islamique concentre ses activités autour du trafic de drogue et de cigarettes ainsi que des enlèvements contre rançon. Son implantation dépend de sa stratégie pour affaiblir son ennemi. Dans ce contexte, il a tout mis en œuvre pour empêcher que le pétrole n'alimente l'État libyen et ses partenaires étrangers¹⁵, en lançant des attaques sur les champs pétroliers, comme cela a été le cas dans le bassin de Syrte. Cependant, l'État islamique ne peut pas compter sur le conflit religieux sunnite-chiite, pour la simple raison que la Libye est un pays sunnite, et que les chiites, s'ils existent, ne forment qu'une partie quasi invisible de la population. Cela complique dès lors l'ancrage de l'État islamique en Libye et plus généralement dans les pays du Maghreb.

Les Forces spéciales de dissuasion (RADA) : un moyen pour l'Arabie Saoudite d'avoir un pied en Libye

Après la chute du régime Kadhafi, la protection de la capitale s'est organisée autour du groupe « Fajr Libya » (l'Aube de la Libye), une coalition de milices islamistes connue aussi sous le nom de « milices de Tripoli » et qui formait la branche armée du gouvernement d'Al Sarraj depuis 2014¹⁶. Le « Fajr Libya » répond aux ordres du ministère de l'intérieur.

La milice qui se distingue le plus dans cette coalition est celle des forces spéciales de dissuasion (RADA), dirigée par le salafiste Abderraouf Kara qui se réclame du courant madkhalisme (une idéologie salafiste se référant aux écrits du Saoudien Rabi bin Hadi al Madkhali).

La RADA se donne pour mission de lutter contre le trafic de drogue et de remettre la population dans le « droit chemin »¹⁷, mais surtout de combattre l'État islamique et ses sympathisants dans la capitale. La RADA est composée d'environ 1 500 hommes, et contrôle le seul aéroport opérationnel de Tripoli¹⁸. De plus, la RADA dispose d'une prison dans laquelle se trouvent toxicomanes et partisans de l'EI, tous soumis à de stricts programmes de rééducation religieuse¹⁹. Il semble surprenant qu'un groupe qui méprise l'Islam politique se soit lié au gouvernement de Fayeze Al-Sarraj, sauf si la démarche stratégique à long terme est de s'assurer une place prestigieuse dans la Libye post-conflit.

Les Touaregs et les Toubous : un conflit inexploré

Le Sud libyen est le théâtre d'une lutte entre les communautés Toubou et Touareg pour le contrôle des routes transfrontalières, par lesquelles transitent vivres, migrants, cigarettes, drogue et armes.

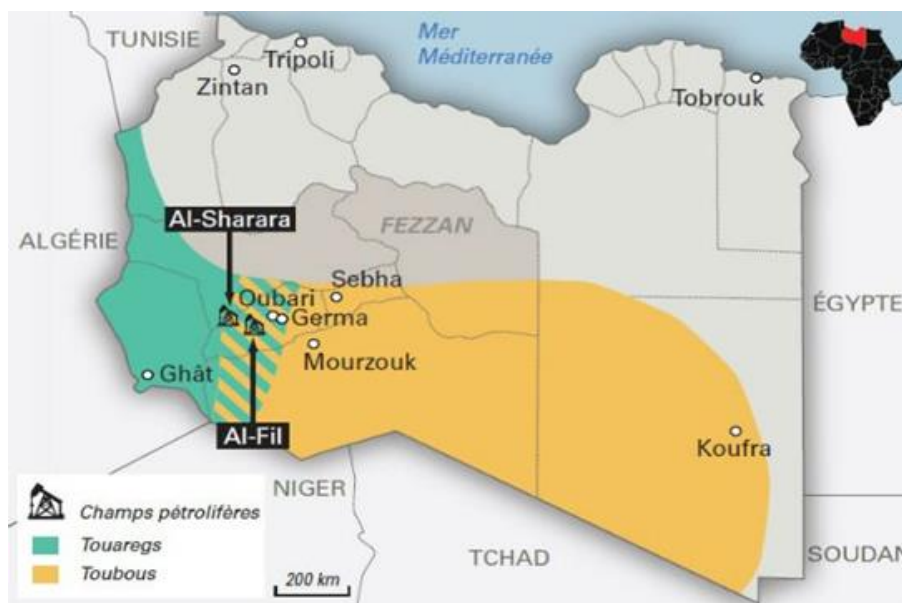
¹⁵Le Monde Afrique, « En Libye, l'incessante bataille du pétrole ». Disponible en ligne sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/26/en-libye-l-incessante-bataille-du-petrole_5003585_3212.html (consulté le 27/06/2017)

¹⁶Europe1, « Quelles sont les forces en présence en Libye ? ». Disponible en ligne sur <http://www.europe1.fr/international/quelles-sont-les-forces-en-presence-en-libye-2636603> (consulté le 23/06/2017)

¹⁷Zone militaire opex360, « Un chef de la branche libyenne de Daesh capturé à Sabratha ». Disponible en ligne sur <http://www.opex360.com/2016/02/26/chef-de-la-branche-libyenne-de-daesh-capture-sabratha/> (consulté le 23/06/2017)

¹⁸ECFR, « A quick guide to Libya's main players ». Disponible en ligne sur http://www.ecfr.eu/mena/mapping_libya_conflict (consulté le 26/06/2017)

¹⁹Jeune Afrique, « Libye : qui sont les forces spéciales Rada, ces puissants salafistes de Tripoli qui ont capturé le frère du kamikaze de Manchester ? ». Disponible en ligne sur <http://www.jeuneafrique.com/442626/politique/libye-forces-speciales-rada-puissants-salafistes-de-tripoli-ont-capture-frere-kamikaze-de-manchester/> (consulté le 29/06/2017)



Source : Jeune Afrique.

En 2014, les Touaregs avaient accusé les Toubous d'avoir mis en place un réseau de trafic d'essence dans la ville d'Oubari au sud-ouest, majoritairement peuplée par les Touaregs. Afin d'avoir un contrôle sur ce trafic et sur les revenus qu'il génère, les Touaregs avaient saisi le champ pétrolier de Sharara en novembre 2014, mettant un frein aux activités des Toubous dans la région²⁰.

Quant aux Toubous, ils se sont ralliés aux forces du général Haftar pour attaquer les Touaregs à Oubari et Sebha, recrutant parmi les migrants en leur promettant de les aider dans leur traversée pour atteindre l'Europe. Ils sont approvisionnés en armes par Haftar et les Émirats arabes unis. À la tête de cette tribu, deux chefs : Ali Sida du Niger et Barka Wardougou du Tchad, également chefs du plus grand cartel de drogue dure en Libye, en Égypte, en Israël et en Europe. En mai 2015, les groupes Toubous s'étaient emparés à leur tour du champ pétrolier d'Al-Fil dans le bassin de Mourzouq²¹.

Depuis mai 2017, un combat sanglant se tient sur la base militaire de Brak El Shati dans la région du Fezzan (sud-ouest). Il implique les forces du général Haftar et les groupes qui soutiennent l'autorité d'Al Sarraj, même si ce dernier nie toute implication dans la décision qui a été prise d'attaquer la base.

Au final, les dirigeants du nord veulent mettre la main sur les richesses du sud, et les Touaregs tout comme les Toubous sont un moyen parmi d'autres pour y parvenir. Dans cet acharnement pour le contrôle des champs pétroliers et des zones stratégiques, le GNA est le seul à avoir l'autorisation d'exporter du pétrole. En effet, l'ONU considère illicite le pétrole brut qui serait transporté par des entités autres que celles du GNA, et de ce fait, ce pétrole lui est systématiquement restitué. À cause du blocage des terminaux et des pipelines par les milices, la Libye perd plusieurs millions de dollars par jour, laissant une population en proie à des difficultés économiques énormes.

Conclusion

Pour remettre la Libye en état, il s'agirait de traiter les problèmes de fond, par la réintégration des milices dans la vie civile, en créant un nouveau cadre institutionnel de sécurité soudé, qui leur fournira emploi et stabilité, afin d'éradiquer toute tentation de reprendre les armes et de faire justice par soi-même. Dans ce contexte, les alliés

²⁰Le Monde Afrique, « En Libye, l'incessante bataille du pétrole ». Disponible en ligne sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/26/en-libye-l-incessante-bataille-du-petrole_5003585_3212.html (consulté le 27/06/2017)

²¹Ibid.

occidentaux qui se focalisent sur l'éradication de l'État islamique doivent également aider les autorités, officielles et autoproclamées, à rendre justice dans la société.

L'un de plus grands défis de la Libye post-conflit sera le désarmement des milices et leur intégration dans l'armée. Cette tâche sera certainement difficile mais pas impossible à réaliser. Certains groupes terroristes, tels que Ansar Al Sharia, ont déjà déclaré forfait ; ce qui constitue, avec la libération de Benghazi, est une réelle opportunité pour les autorités officielles de s'affirmer, même si la victoire revient au général Haftar. Il est de ce fait opportun que le général Haftar et Favez Al-Sarraj, qui dirige le gouvernement d'unité nationale, s'entendent, et cela le plus rapidement possible.

Cependant, pour instaurer la paix sur l'ensemble du territoire libyen, il est crucial de s'intéresser davantage à la situation dans le sud du pays afin de trouver une solution au conflit entre les tribus Touareg et Toubous, qui va au-delà d'un simple conflit ethnique.